



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°454 (10 MAI 2026)

ACCOINTANCES MEDEF / RN ET RETRAIT AMÉRICAIN D'ALLEMAGNE

# LES ACCOINTANCES DU MEDEF AVEC LE RN

## Introduction

---

### **Philippe Meyer :**

Depuis au moins deux ans – notamment depuis la campagne des législatives de 2024 – les sphères patronales se voient reprocher d’être bienveillantes à l’égard du Rassemblement national. Une critique nourrie par les contacts de plus en plus fréquents que des mouvements d’employeurs et des responsables de groupes interpatronaux établissent avec le parti de Mme Le Pen. Quelques jours après le dîner de Marine le Pen avec des patrons du CAC 40, le bureau du Medef a reçu le 20 avril pour la première fois officiellement à déjeuner le président du RN, Jordan Bardella. Une réunion qui s’est tenue en présence de son président Patrick Martin, mais aussi des dirigeants des grandes fédérations professionnelles, des banques, du bâtiment, des travaux publics, ou encore de la métallurgie.

Le débat est ouvert au sein du patronat sur l’opportunité de telles rencontres. Le positionnement du premier mouvement d’employeurs a évolué depuis vingt ans. Lorsque Laurence Parisot était la présidente du Medef entre 2005 et 2013, la doctrine du cordon sanitaire prévalait. En 2019, un changement d’approche avait été envisagé : Geoffroy Roux de Bézieux, le numéro un de l’organisation à l’époque, souhaitait convier Marion Maréchal Le Pen à un débat pendant les universités d’été du Medef, mais il y avait finalement renoncé, devant le tollé suscité par ce projet. Aujourd’hui, les relations se sont normalisées car, pour Patrick Martin et de nombreux autres patrons, il est impossible de tenir à distance la formation qui a le groupe le plus étoffé à l’Assemblée nationale.

Pascal Demurger, directeur général de la compagnie mutualiste MAIF, s’est

élevé dans *Le Monde* contre ce rapprochement, et dénonce « *une erreur tactique et une illusion politique d'imaginer pouvoir influencer sur une idéologie aussi radicale.* »

À un an de la présidentielle, il ressort de ces rencontres, que le programme économique du RN est loin de convaincre les milieux d'affaires. Le parti à la flamme se défend de tout renoncement à son programme économique, qui, sur des sujets comme l'Union européenne, la réforme des retraites, l'immigration de travail, restent profondément urticants aux yeux des milieux d'affaires.

## Kontildondit

---

### Michaela Wiegel :

Cette question des contacts entre le patronat et les partis situés à droite du spectre politique se pose partout en Europe. Il existe, me semble-t-il, trois approches : la voie italienne, où, sous l'influence de Mario Draghi, on a cherché à rationaliser les relations avec les droites extrêmes ou populistes ; la voie allemande, comparable à celle de Laurence Parisot, fondée sur un cordon sanitaire ; et désormais la démarche du Medef, qui privilégie le dialogue. Je m'interroge cependant sur la forme : en France, ces échanges passent par des déjeuners ou des dîners, ce qui introduit une forme d'intimité. Du point de vue allemand, partager un repas crée une proximité bien plus grande qu'un simple échange d'idées, et cela n'est pas anodin. Il y a donc une question de forme, mais surtout de communication.

La première question « *peut-on discuter avec le Rassemblement national ?* » semble avoir reçu une réponse positive. Restait à définir une stratégie de communication autour de ces échanges, et c'est là que les choses ont échoué. La communication a été désastreuse : le silence officiel — « *on ne fait pas de commentaires* » — a laissé place aux rumeurs. On a entendu que Marine Le Pen aurait déçu les patrons, que Jordan Bardella ne maîtrisait pas tous les sujets mais se montrait attentif. En revanche, aucune prise de position claire du Medef sur ses propres attentes ni sur les désaccords éventuels avec les propositions du RN, pas davantage qu'avec celles de Jean-Luc Mélenchon appelé à être reçu ensuite.

Ce qui frappe, c'est l'absence d'une démarche cohérente de la part de la principale organisation patronale, qui devrait pourtant porter une réflexion structurée face aux défis économiques du pays. À un an de la présidentielle,

dans une situation financière préoccupante, on ignore toujours ce que le Rassemblement national entend réellement faire. Sur les retraites, les positions fluctuent autour d'un retour à 62 ans ; sur l'audiovisuel public, on évoque des privatisations sans précision ; et, au-delà de la suppression des aides aux immigrés, rien n'est dit sur les économies envisagées pour assainir les finances publiques. On ne sait pas non plus quelle vision économique le parti propose dans un contexte où la mondialisation heureuse appartient au passé et où les règles du commerce international sont de moins en moins respectées. Il est sans doute nécessaire de ne pas ignorer une force politique aussi représentée au Parlement, mais encore faut-il fixer des exigences claires et dire publiquement ce que le monde de l'entreprise attend des responsables politiques.

**Akram Belkaïd :**

D'abord, on dispose de très peu d'informations sur le contenu réel des échanges : divergences, convergences, tout cela reste inconnu. Ce qui peut être éclairant, ce sont les positions du Rassemblement national à l'Assemblée, ses votes pour ou contre certains textes. On constate que, par rapport à sa base électorale, le RN peut adopter des positions qui semblent aller à rebours de ce qu'une partie de ses électeurs attend. L'exemple de la taxation des superprofits est éclairant : une partie de son électorat y serait sans doute favorable, et pourtant le RN s'y oppose. Ce qui compte pour lui, c'est avant tout de maintenir un discours très dur sur l'immigration, la non-intégration ou la non-assimilation d'une partie de la population.

Je voudrais aussi souligner un point qui concerne le Medef, aujourd'hui comme hier : sa capacité à éluder sa responsabilité sur les questions d'immigration et d'intégration. C'est pourtant à la demande du patronat français que l'on a fait venir une main-d'œuvre étrangère, modifiant en partie l'équation démographique du pays. Or, en dehors de quelques initiatives modestes et marginales contre les discriminations ou le chômage dans certaines régions, le Medef agit comme si ce

sujet ne le concernait pas. Il est pourtant directement partie prenante d'un enjeu qui influence fortement le comportement électoral. Ce contraste est frappant : d'un côté, un MEDEF très actif, multipliant les contacts, menant une forme de diplomatie économique — en Algérie, à Nairobi — pour défendre les intérêts français ; de l'autre, un silence sur l'immigration et l'intégration, comme si ces questions échappaient à sa responsabilité. On objectera que les entreprises ne sont plus les mêmes, mais il existe une continuité : le Medef est l'héritier du CNPF. À ce titre, il serait légitime de l'interroger sur ces questions.

### **Béatrice Giblin :**

Pour prolonger ce qu'Akram vient d'exposer, le Medef dissocie de façon artificielle le champ économique du champ social, comme si l'évolution de la société française ne le concernait pas. Il se concentre sur l'économie et laisse la société évoluer seule, ce qui est un non-sens puisque l'entreprise en fait pleinement partie. Cette posture consiste à se présenter comme raisonnable, consciente des enjeux de dette et de marchés, tout en cherchant à comprendre les positions du RN, voire à les infléchir, en partant du principe que leur programme n'est pas stabilisé.

Mais, comme cela a été dit, ces rencontres n'ont rien produit de clair : on en sort sans savoir ce que pensent réellement les uns et les autres. Que peut en retenir l'opinion publique ? Le simple fait d'organiser ces déjeuners, notamment avec les principaux dirigeants du CAC 40 — Capgemini, LVMH, Engie — dans un cadre aussi symbolique que Drouant, dans un salon privé, constitue une forme de mise en scène. On a même eu accès au menu du déjeuner avec Marine Le Pen, avant d'apprendre ensuite, de manière indirecte, que ses propos avaient déçu.

Je m'interroge sur cette navrante mise en scène, qui revient à lui accorder une forme de crédibilité. La même logique s'est reproduite avec Jordan Bardella : une posture d'égalité, sans confrontation véritable. Tout cela contribue, selon moi, à crédibiliser le RN, malgré un programme flou et incohérent. L'image produite —

celle d'un parti reçu parce qu'il est le premier groupe à l'Assemblée — suffit à légitimer les échanges, même si le contenu est absent. Certes, d'autres responsables politiques sont reçus, mais pas avec la même visibilité ni le même impact. On apprend par exemple que certains, comme Olivier Faure, ont été reçus sans que cela ne fasse événement.

Enfin, pour revenir à la comparaison avec l'Allemagne, l'attitude de cordon sanitaire a existé aussi en France à l'égard du Front national. L'AfD est une formation plus récente dans le paysage allemand ; si elle s'y installe durablement, il est probable que la doctrine allemande évoluera à son tour.

### **Jean-Louis Bourlanges :**

Vous avez posé la bonne question : celle du statut de cet entretien. Qu'il y ait des échanges entre le patronat et un parti qui représente aujourd'hui le premier en intentions de vote peut se comprendre. Ce qui ne se comprend pas, c'est la nature de cette rencontre. Trois points me frappent. D'abord, le calendrier : il serait logique que le patronat rencontre les principaux candidats, mais encore faut-il savoir qui ils sont, ce qui suppose d'attendre certaines clarifications, notamment judiciaires, afin d'adopter une démarche équilibrée.

Ensuite, une phrase du président Martin m'a marqué : « *ça ne veut pas dire que nous adhérons massivement aux thèses du Rassemblement National.* »

L'adverbe « *massivement* » est révélateur. Il suggère une forme d'adhésion partielle, ou du moins place le débat sur un terrain qui n'est pas satisfaisant. Troisième point, la communication. Il aurait été naturel que le Medef exprime clairement, de manière courtoise, ses inquiétudes face à un programme pourtant connu, et qu'il ouvre des débats de fond. Trois sujets s'imposaient. D'abord les retraites : il y avait là matière à une confrontation argumentée. Ensuite, la question du protectionnisme et de l'Europe : faut-il privilégier un modèle autocentré ou rester dans une économie de marché ouverte ? Enfin, l'immigration, sujet évoqué par Akram, avec une difficulté réelle pour le Medef.

Les petits patrons, souvent plus favorables au RN, sont aussi ceux qui dépendent le plus d'une main-d'œuvre immigrée. Il y avait donc un débat social essentiel à mener : que signifie l'arrêt de l'immigration ? Est-ce la fin d'une économie de bas salaires, avec l'obligation d'augmenter les rémunérations ?

Ces questions méritaient d'être posées, et publiquement. Or, ce qui transparait, c'est une posture implicite consistant à dire : « nous allons vous former, vous expliquer l'économie ». Une attitude difficilement acceptable pour un parti qui se présente comme représentant une France populaire défiant les élites. Bardella pourrait répondre, à juste titre : « *vous n'êtes pas mon maître* ».

À qui profite cette rencontre ? La dédramatisation du RN est déjà largement acquise. On peut s'en inquiéter, au regard de ses positions et de ses références, notamment vis-à-vis d'Orbán, qui posent des questions institutionnelles, géopolitiques et éthiques. Mais, paradoxalement, ce type d'échange n'est pas nécessairement favorable au RN. Le parti est à l'aise sur des slogans simplistes — immigration, rejet des élites, critique de l'Europe — mais beaucoup moins lorsqu'on l'amène sur le terrain précis des politiques économiques. Non par manque de capacité de ses dirigeants — Bardella a montré une réelle maîtrise politique dès ses débuts — mais parce que son programme comporte des contradictions profondes. Ce type de confrontation tend justement à révéler la tension entre deux lignes : séduire un électorat de droite avec un discours compatible avec le Medef, et conserver une posture sociale destinée aux catégories populaires.

### **Michaela Wiegel :**

En lisant les comptes rendus de cette rencontre, je me suis interrogée sur la stratégie du Medef et j'y vois une forme de syndrome Papenburg : l'idée qu'il serait possible de maîtriser la situation, voire d'influencer la pensée économique de Jordan Bardella, notamment parce qu'il semble encore en quête de conseillers. C'est, à mon sens, une erreur de croire qu'on peut ainsi orienter un

tel projet politique.

Je trouve l'exemple italien très éclairant. Giorgia Meloni a été élue sur un programme très dur en matière d'immigration, mais elle a ensuite régularisé un grand nombre de travailleurs étrangers, en étant attentive aux besoins du patronat italien, qui souligne la nécessité de cette main-d'œuvre. Cette capacité d'ajustement me semble plus intéressante. Elle conduit à une conclusion : il faudrait, en France, trouver une figure capable de jouer un rôle comparable à celui qu'a incarné Mario Draghi.

**Béatrice Giblin :**

Le système électoral italien n'est pas le nôtre : la nécessité de former des coalitions conduit Giorgia Meloni à tenir un discours de campagne, puis à faire preuve de pragmatisme une fois au pouvoir. Ce qui me frappe ici, c'est surtout le rôle de ce temps médiatique, très marqué, avec le déjeuner chez Drouant et la rencontre avec Bardella. Tout cela contribue à accélérer, dans l'opinion publique française, la crédibilisation du Rassemblement national comme parti de gouvernement. Beaucoup ne prennent pas le temps d'analyser en détail ; ils retiennent simplement que ce parti dialogue avec les principaux dirigeants économiques du pays. Cela produit un effet réel et engage une responsabilité importante, qui m'inquiète. On a le sentiment que le patronat se prépare à leur arrivée au pouvoir, en se disant qu'il saura, le moment venu, s'accommoder de la situation.

**Akram Belkaïd :**

Je partage assez largement ce qui vient d'être dit. Le véritable point de divergence fondamental entre le Medef et le Rassemblement national me semble être la question de l'immigration. Sur le reste — fiscalité des entreprises, retraites — les positions du RN ne sont pas perçues parmi les patrons comme un danger majeur. Ce n'est pas lui qui remet en cause les aides publiques aux entreprises,

ni qui conteste le fait qu'elles soient largement soutenues par l'État.

Sur la capacité à mettre le RN en difficulté dans le débat, on observe pour l'instant une forme de traitement médiatique prudent, presque une mise en scène autour de Bardella. Mais cela pourrait évoluer. À mesure que la campagne avancera, il faudra bien qu'il précise ses positions, et les critiques sur son éventuelle incompétence pourraient émerger. Deux domaines seront déterminants : l'économie et la finance — protectionnisme, politique tarifaire, rapport à l'euro — et la géopolitique. Pour l'instant, ces questions sont peu abordées, mais elles devraient s'imposer au cœur du débat dès lors que le RN sera véritablement confronté à l'épreuve de la campagne.

**Philippe Meyer :**

J'ajoute un domaine dans lequel on attend des précisions programmatiques : celui de la culture.

**Jean-Louis Bourlanges :**

Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit, mais je ne crois pas qu'il s'agisse d'un problème de compétence. Il s'agit d'un problème d'orientation : le RN est confronté à la difficulté de répondre à des attentes profondément divergentes au sein de son propre camp.

# LE RETRAIT DES TROUPES AMÉRICAINES D'ALLEMAGNE

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

Le Pentagone a annoncé le 1er mai le retrait de 5.000 des militaires américains d'Allemagne d'ici un an, soit 15 % des effectifs des 36.000 soldats stationnés Outre-Rhin. Concrètement, une brigade de combat doit quitter le territoire allemand, et un bataillon d'artillerie longue portée, prévu de longue date, ne viendra finalement pas. L'objectif affiché est de revenir à un niveau de présence « pré-2022 », c'est-à-dire avant le renforcement décidé après l'invasion de l'Ukraine. Cette décision de Donald Trump intervient après des tensions avec le chancelier Friedrich Merz sur la stratégie américaine en Iran et vise aussi l'Italie et l'Espagne. « *Que des troupes des Etats-Unis se retirent d'Europe et d'Allemagne était attendu* », a réagi le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, tout en soulignant que la présence de soldats américains en Europe et en Allemagne servait de « *dissuasion collective* » et était « *dans l'intérêt* » de l'Allemagne comme des Etats-Unis. Outre-Atlantique, les chefs de file des commissions des forces armées du Sénat et de la Chambre des représentants s'inquiètent, malgré tout, d'un « *mauvais signal envoyé à Vladimir Poutine* » et suggèrent de redéployer ces troupes plus à l'est de l'Europe. En 2020, lors de son premier mandat à la Maison-Blanche, exaspéré par le faible niveau des dépenses de défense de l'Allemagne et par son soutien au gazoduc Nord Stream 2, Donald Trump avait déjà déclaré qu'il réduirait d'un tiers les effectifs américains sur place. Le président Joe Biden avait finalement gelé ce projet en février 2021, avant de l'annuler officiellement.

L'Allemagne constitue le pays clef du dispositif militaire américain en Europe. Elle abrite à Stuttgart le Commandement suprême des forces américaines en Europe (Eucom) ainsi que le Commandement des forces américaines en Afrique (Africom). Le plus grand terrain d'entraînement militaire américain à l'étranger se trouve près de Grafenwöhr, en Bavière et c'est aussi en Allemagne, à Landstuhl (Rhénanie-Palatinat), qu'est installé le plus grand hôpital militaire américain en dehors des États-Unis. Enfin, l'énorme base aérienne de Ramstein en Rhénanie-Palatinat a joué un rôle logistique clef dans la guerre avec l'Iran. Ces implantations ne se limitent plus à une logique de présence symbolique ou de dissuasion, mais constituent des points d'appui opérationnels majeurs pour Washington : des plateformes avancées, mais aussi des hubs logistiques indispensables à la conduite des interventions américaines en Irak, en Afghanistan, et plus récemment vers l'Iran.

Les dirigeants européens doutent de plus en plus de la possibilité d'une intervention américaine en cas d'attaque de leurs territoires. Désormais, « *il faut sans aucun doute renforcer la dimension européenne au sein de l'OTAN* », a rappelé, lundi, Keir Starmer, le premier ministre britannique. Défendu de longue date par Paris, le renforcement du « pilier européen » de l'Alliance est désormais partagé par de nombreux alliés, dont Berlin, Londres, La Haye et Stockholm.

## Kontildondit

---

### Jean-Louis Bourlanges :

C'est une décision très importante, très significative, lourde symboliquement. Rappelons-nous le moment où le président Kennedy, devant le mur de Berlin, proclamait « *Ich bin ein Berliner* », affirmant une solidarité totale entre les États-Unis et l'Allemagne fédérale. Cette décision se décline en trois dimensions. La première est classique : la demande de « *burden sharing* », d'un meilleur partage du fardeau. Ce message traverse toutes les administrations américaines — Obama, Biden, Trump — et a été entendu par les Européens, même si l'effort demandé, passer de 2 à 5 % du PIB consacré à la défense, reste difficile. Ce n'est donc pas là que se situe l'originalité. La deuxième dimension, c'est le retrait des troupes. On assiste à une inversion de la dynamique observée depuis l'invasion de l'Ukraine. Après la chute du mur de Berlin, la présence américaine en Europe occidentale, notamment en Allemagne, n'avait cessé de diminuer, jusqu'à ce que Biden la renforce. On revient aujourd'hui en arrière, de manière assez brutale et inopportune. Troisièmement, il y a la renonciation à déployer des missiles à longue portée à têtes conventionnelles, élément essentiel de la défense européenne face aux nouvelles menaces issues de la guerre en Ukraine. Cela est particulièrement préoccupant.

Mais au-delà des chiffres, la portée symbolique est décisive. Comme avait répondu Joffre en 1914 quand on lui demandait combien de soldats alliés il fallait envoyer : « *un seul suffit, à condition qu'il se fasse tuer* », autrement dit qu'il incarne réellement la solidarité. Ici, le signal envoyé est inverse. Que cherche Trump ? D'abord, il y a une dimension de punition, liée à son ego. Il s'en prend paradoxalement à des dirigeants plutôt proches de lui : Merz, qui avait pourtant soutenu la ligne américaine sur l'Iran, mais aussi Meloni ou Starmer. Il frappe ses alliés, alors même que ces décisions profitent objectivement à Poutine, lui-même

engagé aux côtés de l'Iran. Ensuite, il y a sans doute une volonté d'affaiblir Merz, perçu comme fragile politiquement en Allemagne. Trump exploite cette fragilité pour renforcer les forces anti-système. Troisièmement, il ne s'agit pas de favoriser une autonomie européenne. Trump a intérêt à maintenir l'OTAN et les bases américaines, mais à condition que les Européens en assument le coût. Son objectif semble être de faire payer l'Alliance tout en se dégageant de ses obligations, notamment de l'article 5. Enfin, se pose la question d'un éventuel alignement sur Poutine. L'effet de ces décisions est en tout cas de renforcer la position russe. On ne sait pas exactement quelle est la nature de la relation entre Trump et Poutine, mais cette situation demeure profondément paradoxale. Au fond, la politique américaine actuelle vise à reconstruire la puissance des États-Unis en affaiblissant le lien occidental. Donald Trump est un homme dangereux : en détruisant cette relation, on affaiblit à la fois l'Europe et les États-Unis.

**Michaela Wiegel :**

Comme Jean-Louis l'a dit, on est au cœur d'une stratégie d'intimidation et de punition de Trump. Il faut rappeler le contexte : l'Allemagne n'a toujours pas d'ambassadeur américain depuis son arrivée au pouvoir. Lors de son premier mandat, il avait nommé Richard Grenell, homme absolument détestable, qui passait son temps à critiquer l'Allemagne. Aujourd'hui, on est même en deçà : il n'y a plus qu'un chargé d'affaires. Dans ce cadre, le chancelier Merz a tenu, lors d'une visite dans une école, des propos très justes mais très durs sur la stratégie erratique de Trump en Iran, et la réaction a été immédiate.

Il y a eu le retrait des troupes, mais aussi des menaces très concrètes visant l'industrie automobile allemande, avec des droits de douane supplémentaires de 25 %. J'invite à lire ou écouter l'entretien du *New York Times* avec Tucker Carlson, qui décrit de l'intérieur le fonctionnement de l'entourage de Trump : une pression constante, une coupure du reste du monde, un climat où toute

divergence devient difficile à exprimer, où l'on est soit avec lui, soit contre lui. Ceux qui tentent d'échapper à cette logique, comme Merz, même involontairement, se retrouvent immédiatement sanctionnés. Ce mécanisme néfaste contribue à affaiblir l'OTAN.

Sur le plan militaire, l'Allemagne est dans une situation de dépendance. Le précédent du retrait des troupes françaises après la réunification est éclairant : en retirant progressivement ses forces, la France a perdu une présence stratégique durable. Aujourd'hui, la réduction de la présence américaine renforce, dans l'opinion allemande, l'idée d'un isolement. Cela conduit à une recherche de protection extérieure, d'autant que les tentatives de réarmement se heurtent à une faible mobilisation : les jeunes répondent peu aux dispositifs proposés, malgré leur caractère théoriquement obligatoire. Le pacifisme reste profondément ancré, ainsi que l'idée qu'une protection extérieure est nécessaire.

Dans ce contexte, la France a un rôle important à jouer, même si la période de campagne présidentielle complique la situation. Le point le plus préoccupant reste la remise en cause de l'engagement américain (la promesse de Joe Biden) notamment avec l'abandon du déploiement des missiles Tomahawk. Cela s'explique sans doute en partie par des contraintes industrielles liées à leur utilisation récente, mais le timing (la décision a été prise juste après un long échange téléphonique entre Trump et Poutine), nourrit le soupçon d'un geste destiné à ménager la Russie.

### **Akram Belkaïd :**

Je voudrais commencer par préciser que je ne fais pas partie des contempteurs systématiques des États-Unis, ayant moi-même un lien personnel fort avec ce pays. Mais la question est simple : *jusqu'à quand* ? On parle souvent du lien occidental entre l'Europe et les États-Unis comme d'une relation d'égal à égal. C'est ignorer une forme de brutalité, une manière de voir les choses qui a toujours existé et qui précède largement Trump. Celui-ci n'en est que l'expression

la plus brutale et la plus radicale.

Les exemples ne manquent pas : les écoutes de la NSA visant des dirigeants européens, l'amende infligée à BNP Paribas, l'extraterritorialité du droit américain liée au dollar, ou encore les sanctions récentes contre des personnalités européennes comme Thierry Breton. À chaque fois, l'Union européenne proteste, mais sans réelle réciprocité. Où sont les mesures en retour ?

Tout cela montre que l'héritage de l'après-1945 ne fonctionne plus. Les États-Unis ont évolué, mais les Européens restent dans une forme de déni, espérant un retour à une relation plus équilibrée avec un président américain « raisonnable ». Or, la question est désormais de savoir si un président américain accepterait qu'une ville américaine soit attaquée pour défendre une ville européenne. Rien n'est moins sûr.

Il devient donc nécessaire que les Européens se réveillent, assument un rapport de force, sachent dire non, y compris en prenant des sanctions lorsque c'est nécessaire. L'exemple de Thierry Breton est révélateur : les réactions ont été faibles, essentiellement déclaratives. Or, sans capacité de riposte, sans démonstration que l'Europe peut agir, elle restera perçue comme une vassale, ce qui fragilise profondément la relation transatlantique.

### **Béatrice Giblin :**

Pour prolonger ce qu'a dit Akram, le problème tient aussi au fait que l'Union européenne est composée de 27 États, dont certains souhaiteraient adopter une position plus ferme face aux États-Unis, tandis que d'autres s'y refusent. Cette division rend difficile toute réaction cohérente, y compris l'application de sanctions pourtant envisagées, notamment dans le domaine du numérique, où des mesures lourdes ont été évoquées par Thierry Breton. Rien n'est totalement exclu, mais cela reste incertain.

Au-delà, on observe un changement profond : même si, comme le rappelait Jean-Louis, les États-Unis ont intérêt à maintenir l'OTAN, celle-ci tend à devenir

moins un pacte politico-militaire qu'un rapport transactionnel où les Européens doivent payer. La situation est d'autant plus préoccupante pour les États directement exposés à la stratégie de Poutine, comme la Pologne ou l'Allemagne, et bien sûr dans le contexte de la guerre en Ukraine. L'invasion de 2022 marque une rupture majeure : on ne peut plus raisonner comme auparavant. Cela implique une transformation en profondeur. L'Europe s'est construite sur l'idée du « *plus jamais ça* », sur le refus de la guerre et la croyance dans le « *doux commerce* ». Devenir une puissance, notamment militaire, suppose un basculement mental considérable, une vraie révolution copernicienne. Ce n'est pas seulement une question de moyens, mais d'histoire et de culture politique.

Enfin, la capacité d'action reste limitée : les armements sont largement d'origine américaine, leur utilisation dépend parfois de Washington, et leur maintenance aussi. Construire une véritable industrie de défense européenne exigera du temps, des investissements massifs et une volonté politique durable, dont nous sommes encore loin aujourd'hui.

**Jean-Louis Bourlanges :**

Je rebondis sur ce qu'a dit Akram. Vous avez mêlé deux dimensions différentes en laissant entendre que l'alliance occidentale n'avait jamais été très juste. Les exemples que vous citez, comme celui de Thierry Breton, sont réels, tout comme d'autres tensions. Mais il faut distinguer le passé du présent. L'alliance a été une réalité très sérieuse : les États-Unis ont contribué au redressement économique de l'Europe et assuré sa sécurité face à l'URSS. Il suffit de comparer les doctrines stratégiques américaines de l'époque de Truman avec celles d'aujourd'hui pour mesurer l'écart. Bien sûr, cette alliance reposait aussi sur des intérêts, mais elle relevait d'un jeu à somme positive.

Cela n'a jamais empêché des désaccords : sur la dissuasion nucléaire française, sur le Vietnam, sur l'Irak, malgré un accord ponctuel lors de la guerre du Golfe.

L'extraterritorialité du droit américain, que vous évoquez, constitue en effet un élément ancien d'impérialisme, auquel nous n'avons pas suffisamment résisté. Mais ce que nous observons aujourd'hui est d'une autre nature. Les méthodes ont changé, la rupture est plus profonde. Il ne s'agit pas d'un épisode passager lié à une personnalité atypique, même si celle-ci joue un rôle. On assiste à l'émergence de tendances de fond. La difficulté majeure pour l'Europe est celle du temps : entre le moment où les États-Unis se désengagent et celui où nous serons capables d'assurer notre propre défense, il existe un intervalle de cinq à dix ans durant lequel nous sommes extraordinairement vulnérables. C'est précisément sur cet écart que joue, de manière très cynique, la politique américaine actuelle.